

CONDITIONS GÉNÉRALES DE LOCATION

ARTICLE 1 – DÉFINITIONS

Le présent contrat utilise les termes suivants ayant le sens qui leur est donné ci-dessous :

Locataire : entité juridique au bénéfice de laquelle les Equipements sont loués

Loueur : CLEODIS ou Cessionnaire

Fournisseur : entité juridique autre que CLEODIS désigné par le Locataire pour fournir les Equipements

Cessionnaire : établissement financier ou de crédit agréé en qualité de société financière ou société de location.

Equipements : tout équipement et notamment équipements in- formatiques, bureautiques et de télécommunications y compris des exemplaires de logiciels d'exploitation et d'application.

Logiciel(s) : dans les présentes, il sera utilisé le terme « logiciel(s)» pour désigner les exemplaires de logiciels précités, sauf à ce que le sens de la phrase ne conduise à devoir retenir une définition différente. Le bailleur détient les droits sur le(les) logiciel(s) à la seule fin de le(les) mettre à disposition du locataire dans les limites et conditions d'utilisation fixées dans le cadre de la (des) licence(s) dont le locataire a pris connaissance et qu'il a approuvé. Leur restitution au terme du contrat implique que le locataire s'engage à ne plus utiliser les logiciels et détruitse et/ou efface de ses bibliothèques ou dispositifs de stockage informatique toutes copies des logiciels autorisées. Le locataire doit veiller à ce qu'au jour de la restitution tous mots de passe, logos, données personnelles et professionnelles soient enlevés.

Mandat : le Locataire en qualité de mandataire du Loueur prend notamment livraison de l'Equipement, agit en justice dans les conditions décrites ci-après, effectue les formalités nécessaires et en règle toutes les sommes afférentes.

Gardien détenteur responsable : le Locataire en cette qualité, effectue à ses frais toute prestation nécessaire à l'exécution de ses engagements, au bon fonctionnement de l'Equipement et son éventuelle mise en conformité, que ces obligations lui incombent ou au bailleur. A ce titre, le Locataire ne peut prétendre à aucune remise, prorogation ou diminution de loyer, ni à résiliation ou à dommages et intérêts de la part du Loueur en cas de défaut de rendement ou d'insuffisance technique de l'Equipement, ainsi qu'en cas de non-utilisation. Si pour cela, le Locataire décide ou doit conclure un ou plusieurs contrats, il devra s'assurer que leurs conditions de conclusion et d'exécution ne créent pas de risque supplémentaire ou ne sont pas susceptibles d'occasionner un préjudice au Loueur. A défaut, le Locataire fera son affaire d'obtenir le dédommagement de son propre cocontractant, et dédommagera le Loueur pour la perte subie, par le paiement de l'indemnité fixée à l'article traitant de la résiliation.

ARTICLE 2 – OBJET & VALIDITÉ

2.1 L'objet du présent contrat consiste en la location d'Equipe- ments détaillé dans les Conditions Particulières

2.2 La signature du Contrat constitue un

engagement ferme et définitif de la part du Locataire et annule et remplace tous accords antérieurs, écrits et verbaux, se rapportant aux dits Equipements.

2.3 Le Loueur dispose d'un mois à compter de la réception par lui du présent contrat pour signifier son accord au Locataire. Passé ce délai, le Locataire pourra se rétracter sans aucune indemnité due de part et d'autre.

2.4 Au cas où le Loueur prendrait connaissance, après la conclusion du contrat mais avant la livraison des Equipements, de faits concernant la solvabilité du Locataire pouvant laisser craindre de sa part une incapacité à exécuter tout ou partie de ses obligations contractuelles, le Contrat serait alors résolu de plein droit à l'initiative du Loueur sans qu'aucune indemnité ne soit due de part et d'autre.

2.5 Toute modification des clauses et conditions du présent contrat sera réputée nulle et non avenue sauf à résulter d'un avenant écrit et signé par le Loueur et validé, le cas échéant, par le Cessionnaire.

2.6 CONVENTION DE PREUVE POUR LA SIGNATURE ELECTRONIQUE

Conformément à l'article 1368 du Code civil, les parties entendent fixer dans le cadre des présentes les règles relatives aux preuves recevables entre elles en cas de litige. Les dispositions qui suivent constituent ainsi la convention de preuve passée entre les parties, lesquelles s'engagent à respecter le présent article.

La signature électronique consiste en l'usage d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle s'attache selon les dispositions du Code civil. Si le Loueur en fait la demande, le Locataire accepte d'ores et déjà de signer le contrat et les documents annexes sous la forme électronique. Il reconnaît que la signature électronique du contrat et documents annexes confère aux actes signés les mêmes effets qu'une signature manuscrite. Le Loueur informe le locataire que le dispositif de signature électronique mis en en place satisfait aux exigences du Règlement eIDAS n°910/2014 du Parlement Européen et du Conseil du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques au sein du Marché intérieur. Les données collectées lors de la signature électronique du contrat et des documents annexes, ainsi que le contrat et documents annexes signés seront archivés dans des conditions propres à garantir leur sécurité et leur intégrité et à assurer la traçabilité et la preuve de la signature et du contenu. Les Parties reconnaissent que les preuves de la signature électronique du contrat seront admissibles devant les juridictions. A défaut de signature électronique, la signature du contrat est manuscrite

ARTICLE 3 – CHOIX DES EQUIPEMENTS

3.1 Le Locataire reconnaît avoir choisi librement, en toute indépendance et sous sa seule responsabilité, les Equipements loués, ainsi que les Fournisseurs, constructeurs et

éditeurs qui participent à la fabrication, l'assemblage, la livraison et l'installation des Equipements et de leurs composants. Il reconnaît avoir pris connaissance des spécifications techniques et des modalités d'exploitation préalablement à la location. En conséquence, le Loueur ne saurait en aucun cas être recherché par le Locataire à raison de dommages causés par, ou à ces Equipements et résultant d'un vice de construction. Le Loueur ne saurait être tenu ni à une obligation de résultat, ni pour responsable de toute inadaptation des Equipements aux besoins du Locataire, de toute insuffisance de performance ou de tout manque de compatibilité des Equipements entre eux. Il en sera également ainsi si des mises au point sont rendues nécessaires pour leur fonctionnement ou si des évolutions techniques modifient leur compatibilité.

3.2 Il incombe au Locataire de vérifier auprès de ses Fournisseurs de la qualité de ses Equipements, y compris lorsque ceux-ci sont incorporés dans un système informatique préexistant. N'étant ni fabricant de matériels ni concepteur de logiciels, le Loueur ne saurait être tenu pour responsable de tout dysfonctionnement des Equipements ; il ne saurait donc être recherchée par le Locataire à raison de surcoûts ou dommages consécutifs à ces dysfonctionnements.

3.3 Les logiciels sont livrés selon les modalités directement convenues par le Locataire avec l'éditeur. Le Locataire reconnaît avoir régularisé avec l'éditeur, la licence d'utilisation des logiciels et faire son affaire directement avec l'éditeur du respect des clauses y figurant. La présente location étant conclue "intuitu personae" avec le Locataire, les licences ne pourront être ni cédées, ni faire l'objet d'une sous-licence au profit d'un tiers quel qu'il soit, sans accord préalable.

ARTICLE 4 – LIVRAISON DES EQUIPEMENTS

4.1 Le Locataire prendra livraison des Equipements sous son unique responsabilité, à ses frais et risques, sans que la présence du Loueur ne soit requise. Lors de la réception des Equipements, le Locataire remettra au Loueur un procès-verbal de livraison signé constatant la conformité et le bon fonctionnement. Il s'interdit de refuser les Equipements pour tout motif autre qu'une non-conformité ou un mauvais fonctionnement, auxquels cas, il garantit le Loueur de toutes les condamnations qui pourraient être prononcées contre lui à raison des droits et recours du Fournisseur. S'il y a lieu il devra notifier au transporteur toutes les réserves utiles, les confirmer dans les délais légaux et informer immédiatement le Loueur par lettre recommandée avec accusé de réception.

4.2 Le procès-verbal de livraison vaut autorisation de paiement du Loueur au Fournisseur. Si le Locataire transmet ce procès-verbal sans avoir reçu les Equipements ou sans vérifier leur conformité et l'absence de vices ou défauts, il engage sa responsabilité et devra au Loueur réparation du préjudice subi par ce

dernier.

4.3 Le Loueur donne mandat au Locataire pour l'ensemble des recours contre le Fournisseur y compris l'action en résolution de la vente pour vices rédhibitoires pour laquelle le Loueur lui donne en tant que de besoin mandat d'ester, sous réserve d'être mis en cause.

Le Locataire renonce ainsi à tout recours contre le Loueur en cas de défaillance ou de vices cachés affectant les Equipements ou dans l'exécution des prestations et garanties. Si la résolution judiciaire de la vente est prononcée, le Contrat est résilié à la date du prononcé. Le Locataire s'engage alors à restituer les Equipements à ses frais au Fournisseur. A défaut d'avoir obtenu du Fournisseur le paiement amiable ou judiciaire des dommages et intérêts couvrant le montant de l'investissement supporté par le Loueur majoré de 10 %, augmenté des coûts supportés par le Loueur pour la mise en place du financement, le Locataire sera redevable envers le Loueur desdites sommes, au titre de sa défaillance en qualité de mandataire.

4.4 Le Locataire dispose d'un délai de six mois à compter de la signature du Contrat pour faire L procéder à la livraison des Equipements. Passé ce délai, le Contrat sera résilié aux torts du Locataire et ce dernier sera redevable d'une indemnité égale à la totalité des sommes réglées par le Loueur au titre du Contrat augmentée d'une pénalité équivalente à douze loyers.

4.5 Le contrat ne peut être interprété comme transférant un quelconque droit de propriété ou tout autre droit du locataire sur les éventuels produits sous licence. Le locataire s'engage à considérer les produits sous licence comme des informations confidentielles du titulaire des droits de propriété intellectuelle, à observer les restrictions de droits d'auteur et à ne pas reproduire ni vendre les produits sous licence. Tout litige lié au fonctionnement ou à l'utilisation du produit sous licence devra être réglé entre le titulaire des droits et le locataire. À cet effet, le Locataire dégage le Loueur de toute obligation de garantie d'éventuels vices ou défauts relatifs à la conformité, au fonctionnement et aux performances du produit sous licence, même si ces vices et défauts sont découverts au cours de la location. Le Locataire ne pourra invoquer un tel litige pour ne pas honorer ses engagements résultant du Contrat. De manière générale, le Locataire s'engage à respecter l'intégralité des droits du titulaire des droits sur le produit sous licence fourni pendant la durée de la location. Le Locataire renonce expressément à se prévaloir à l'encontre du Loueur de quelque exception que ce soit qu'il pourrait faire valoir contre le titulaire des droits du produit sous licence. Le Locataire garantit le Loueur et ses ayants droit contre tous recours du titulaire des droits ou de tout autre tiers et l'indemnisera, le cas échéant, de toutes conséquences dommageables de pareils recours.

ARTICLE 5 – DATE D'EFFET & DURÉE DE LOCATION

5.1 La période initiale de location est ferme et prévue aux Conditions Particulières. Elle prend effet au plus tard le premier jour du mois ou du trimestre civil suivant celui au cours duquel s'effectue la livraison de la totalité des Equipements dans les locaux désignés par le Locataire constatée par le procès-verbal de livraison. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'application de l'article 6.3 alinéa 2.

5.2 La durée de la location est fixée par les Conditions Particulières, en nombre entier de mois ou de trimestres, ceci sans préjudice de l'application des dispositions de l'art. 6. Elle ne peut en aucun cas être réduite par la seule volonté du Locataire.

5.3 Au- delà de la durée initiale prévue aux Conditions Particulières, sauf pour l'une des parties à notifier à l'autre par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis de six mois, son intention de ne pas reconduire le contrat, ce dernier est prolongé tacitement par période d'un an aux mêmes conditions et sur la base du dernier loyer, sous réserve qu'il ait respecté l'intégralité de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 6 – REDEVANCES & PAIEMENT

6.1 Le montant des loyers est fixé dans les Conditions Particulières. Si le prix des Equipements à payer au Fournisseur ou le taux de référence venait à augmenter entre la date de signature et la date de livraison, le montant du loyer serait ajusté proportionnellement. Il est rappelé que le taux de référence est la moyenne des derniers taux connus et publiés au jour du contrat de l'EURIBOR 12 mois et du SWAP 5. (EURIBOR 12 mois : taux interbancaire offert en euro publié chaque jour par la Fédération Bancaire de l'Union Européenne et SWAP 5 : le taux SWAP 5 ans contre Euribor 6 mois est publié quotidiennement par REUTERS (page ISDAFIX) à 11 heures (Heure de Francfort) et correspond à la moyenne des cotations fournies par un panel de grandes banques.

6.2 Les modalités de règlements des loyers sont précisées aux Conditions Particulières. Ils sont portables et non quérables, comme le sont les redevances éventuelles de mise à disposition prévues ci-après.

6.3 En cas de livraisons partielles, une redevance de mise à disposition sera facturée au fur et à mesure de la livraison sur la base de la valeur des loyers proportionnellement au prix d'achat figurant sur le devis du Fournisseur au jour de la signature du contrat.

Si la prise d'effet telle que définie à l'article 5 intervient après le premier jour du mois ou du trimestre civils, le Locataire payera au Loueur, pour lesdits mois ou trimestre en cours, une redevance de mise à disposition calculée prorata temporis au trentième ou aux quatre-vingts dixièmes, sur la base du montant du loyer.

6.4 Le premier loyer est exigible à la date prévue à l'article 5.1 ; il ne doit pas être confondu avec les redevances de mise à disposition.

6.5 Les prix mentionnés aux Conditions

Particulières sont hors taxes. Tous droits, impôts et taxes liés aux Equipements sont à la charge du Locataire et lui sont facturés. Toute modification légale de ces droits, impôts et taxes s'applique de plein droit et sans avis.

6.6 Les loyers (TTC) et les redevances de mise à disposition (TTC) non payés à leur échéance porteront intérêt au profit du Loueur, de plein droit et sans qu'il soit besoin d'une quelconque mise en demeure, au taux refinancement de la Banque Centrale Européenne majoré de 10 points, et sont à régler dans un délai de 30 jours à compter de la date de réception des Equipements conformément à l'article L 441-10 du Code de commerce.

6.7 Le Locataire autorise expressément le Loueur à recouvrer le montant des loyers et les redevances de mise à disposition, par l'intermédiaire de l'établissement bancaire de son choix, par prélèvements SEPA sur le compte bancaire indiqué par le Locataire. A cette fin, le Locataire remettra à CLEODIS un mandat de prélèvement SEPA au profit du Loueur ou en cas de cession et du Cessionnaire dans les conditions prévues à l'article 9.

6.8 A titre de clause pénale, toute somme impayée à l'échéance entraînera l'exigibilité d'une pénalité fixée à 15 % du montant des loyers impayés, avec un minimum de 80 euros.

6.9 Conformément à l'article L 441-10 du Code de commerce, tout loyer impayé entraîne aussi de plein droit l'exigibilité d'une indemnité forfaitaire d'un montant minimum de recouvrement de 40 euros.

6.10 Toute facture non payée à l'échéance entraîne immédiatement et de plein droit l'exigibilité des sommes facturées non échues.

ARTICLE 7 – ENTRETIEN- REPARATION-EXPLOITATION

7.1 Le Locataire étant responsable des Equipements, il s'engage à les utiliser suivant les spécifications du constructeur, dans un local permettant leur bon fonctionnement et leur entretien, ce afin de les maintenir en parfait état pendant toute la durée de la location. Le Locataire prend à sa charge l'ensemble des frais relatifs à l'utilisation, l'entretien et la réparation des Equipements. Le Locataire ne pourra prétendre à aucune indemnité, aucun différé ni diminution de loyer s'il devait être privé de la jouissance des Equipements. En cas d'indisponibilité des Equipements et ce quelle qu'en soit la raison, le Loueur aura la faculté de proposer au Locataire des Equipements aux caractéristiques équivalentes afin de pallier cette indisponibilité. Dans ce cas, le Locataire renonce à son droit de résilier le contrat en cas d'indisponibilité des Equipements si la durée de l'indisponibilité n'excède pas six (6) mois.

7.2 Le Locataire s'interdit toute modification des Equipements loués sans l'accord préalable du Loueur. La propriété de toute pièce remplacée, de tout accessoire incorporé ou de toute adjonction dans les Equipements pendant la location sera acquise aussitôt et sans contrepartie du Loueur.

7.3 Le Loueur ne pourra être tenu pour responsable en cas de détérioration, de mauvais

fonctionnement ou de dommages causés par les Equipements.

7.4Le déplacement des Equipements s'effectue sous l'entière responsabilité du Locataire, notamment pour les matériels dits portables. En cas de déménagement, les loyers restent dus quelle qu'en soit la durée..

ARTICLE 8 – SOUS LOCATION-CESSION-NANTISSEMENT

8.1 Le Locataire ne pourra ni sous-louer, ni prêter, mettre à disposition de quiconque à quelque titre et sous quelque forme que ce soit, tout ou partie des Equipements sans l'accord préalable écrit du Loueur.

8.2 Le Locataire reconnaît que le Loueur l'a tenu informé de l'éventualité d'une cession des Equipements et du présent contrat, au profit du Cessionnaire de son choix, pour une durée n'excédant pas la période initiale de location. Le Cessionnaire sera alors lié par les termes et conditions du contrat, ce que le Locataire accepte dès à présent et sans réserve. En cas d'acceptation par le Cessionnaire, celui-ci se substitue alors au Loueur sachant que l'obligation du Cessionnaire se limite à laisser au Locataire la libre disposition des Equipements, les autres obligations restant à la charge du Loueur. Le Locataire a alors l'obligation de payer au Cessionnaire les loyers ainsi que toute somme éventuellement due au titre du contrat, sans pouvoir opposer au Cessionnaire aucune compensation ou exception qu'il pourrait faire valoir vis à vis du Loueur.

8.3 Le Locataire s'interdit de céder et/ou de se dessaisir de tout ou partie des Equipements, à quelque titre que ce soit et pour quelque motif que ce soit, même au profit du Loueur sans l'accord écrit du Cessionnaire. La cession des Equipements du contrat n'emporte pas novation du Contrat et le Loueur se substituera au Cessionnaire au terme de la période initiale de location. Tout autre accord contractuel intervenu entre le Loueur et le Locataire n'est pas opposable au Cessionnaire. Le Locataire sera informé de la cession par tout moyen et notamment par le libellé de l'avis de prélèvement, de la facture de loyer ou de l'échéancier qui seront émis.

8.4 En cas de cession, le Locataire est informé du fait que le Cessionnaire pourra réaliser des examens de solvabilité et collecter des informations le concernant ainsi que ses représentants et autres parties prenantes à l'activité du Locataire. Ces informations peuvent

être utilisées par le Cessionnaire ou le groupe auquel il appartient, dans le cadre de l'exécution du contrat, afin de remplir ses obligations légales et/ou d'envoyer des informations relatives aux produits ou services qui pourraient intéresser le Locataire. Tous les renseignements relatifs aux modifications des modalités de sollicitation marketing ou toute autre information relative aux données ainsi collectées sont disponibles dans la notice de protection des données accessible sur le site du Cessionnaire avec la politique de cookies et qui sera indiqué ultérieurement par le Cessionnaire. Pour toute demande d'information ou exercice des droits relatifs à la protection des données le Locataire pourra contacter le Cessionnaire via son site, dont l'adresse sera indiquée ultérieurement par le Cessionnaire, en consultant la fiche de contacts disponible.

ARTICLE 9 – ASSURANCE-SINISTRES

Le Locataire est gardien responsable du matériel qu'il détient. Dès sa mise à disposition et jusqu'à la restitution effective de celui-ci et tant que le matériel reste sous sa garde, le Locataire assume tous les risques de détérioration et de perte, même en cas fortuit. Il est responsable de tout dommage causé par le matériel dans toutes circonstances. Il s'oblige en conséquence à souscrire une assurance couvrant sa responsabilité civile ainsi que celle du Loueur, et couvrant tous les risques de dommages ou de vol subis par les matériels loués avec une clause de délégation d'indemnités au profit du Loueur et une clause renonciation aux recours contre ce dernier. En l'absence de preuve de la souscription du Locataire à une assurance, le Loueur pourra facturer dans le cadre des loyers exigés au Locataire, les frais de l'assurance pris en son nom propre pour le compte du Locataire. Le Locataire doit informer sans délai le Loueur de tout sinistre en précisant ses circonstances et ses conséquences. En cas de sinistre total ou de vol, couvert ou non par l'assurance, le contrat est résilié. Le Locataire doit au Loueur une indemnisation pour la perte du matériel et pour l'interruption prématurée du contrat calculée et exigible à la date de résiliation. Le montant global de cette indemnisation est égal aux loyers restant à échoir jusqu'à l'issue de la période de location, augmentés de la valeur estimée du matériel détruit ou volé au terme de cette période ou si une expertise est nécessaire, de sa valeur à dire d'expert au jour du sinistre.

Les indemnités d'assurances, éventuellement perçues par le Loueur s'imputent en premier lieu sur l'indemnisation de la perte du matériel et ensuite sur l'indemnisation de l'interruption prématurée. Pour un sinistre partiel, en cas d'insuffisance de l'indemnité reçue de la Compagnie d'assurance, le Locataire est tenu de parfaire la remise en état complète des Equipements à ses frais.

ARTICLE 10 – EVOLUTION DES EQUIPEMENTS

Le Locataire pourra demander au Loueur, au cours de la période de validité du présent contrat, la modification des Equipements loués, sous réserve de l'accord du Loueur ; les modifications éventuelles du contrat seront déterminées par l'accord écrit des parties.

ARTICLE 11-RESILIATION

11.1La durée du contrat est ferme : il ne sera toléré aucune résiliation anticipée.

11.2 Le contrat pourra être résilié de plein droit par le Loueur, aux torts exclusifs du Locataire, si ce dernier ne respecte pas une obligation contractuelle. Le Loueur qui souhaite résilier en cas de faute du Locataire, telle par exemple le non-paiement des loyers, devra préalablement mettre en demeure par LRAR ce dernier d'exécuter l'obligation concernée. Ce n'est qu'après cette mise en demeure restée infructueuse pendant une période de quinze jours que la résiliation pourra être constatée aux torts exclusifs du Locataire. Après mise en demeure de restituer, le Locataire ou ses ayants droits sont tenus de remettre immédiatement l'Equipement à disposition du Loueur dans les conditions prévues à l'article 14 traitant de la restitution du matériel.

11.3 Ce contrat est intuitu personae. En cas de cession de fonds de commerce, le Locataire devra informer le Loueur au moins 1 mois à l'avance, ce afin que le Loueur puisse statuer sur la poursuite ou la résiliation du contrat en cours aux torts du Locataire. La cession de contrat n'est jamais automatique et ne constitue pas un droit du Locataire. Il est soumis à l'accord du Loueur qui peut le refuser.

11.4 La résiliation peut également intervenir, à la demande du Loueur, en cas de décès du Locataire, de cessation de son activité pendant plus de trois (3) mois, de dissolution ou de cession de la société Locataire, de changement d'actionariat.

11.5 Le locataire peut demander la résiliation du

contrat en cas de (i) non-respect par le Loueur de l'un des engagements pris au présent contrat après mise en demeure non suivie d'effet dans les trente jours suivants sa réception ; (ii) résolution judiciaire de la vente telle que prévue à l'article traitant de la garantie de l'équipement ; (iii) sinistre total de l'équipement.

11.6 Dans les cas prévus au 11.5 (i), le Locataire pourra solliciter du juge l'obtention de dommages intérêts au titre du seul préjudice direct lié au manquement du bailleur limité à un montant maximum égal aux loyers perçus sur les 12 derniers mois précédents la mise en jeu de la responsabilité.

11.7 Dans tous les autres cas et dans les cas de résiliation prévus par la loi ou décidés par un juge, notamment en cas d'application des dispositions d'ordre public du Livre VI du Code de commerce, la résiliation entraîne de plein droit, au profit du Loueur, le paiement par le Locataire ou ses ayants droit, en réparation du préjudice subi en sus des loyers impayés et de leurs accessoires, d'une indemnité égale aux loyers restant à échoir au jour de la résiliation. Cette indemnité sera majorée d'une somme forfaitaire égale à 10 % de ladite indemnité à titre de clause pénale. Si le contrat est résilié pour l'un des motifs visés au présent article, tous les autres contrats qui auraient pu être conclus entre le Locataire aux présentes et le Loueur sont, si le Loueur y a convenance, résiliés de plein droit. Celle-ci sera effective dès restitution des Equipements..

ARTICLE 12 – PROPRIETE

12.1 Le Loueur conserve la propriété des Equipements loués sauf en cas d'application de l'article 8.2. Dans tous les cas le Loueur conserve les relations commerciales avec le Locataire.

12.2 Le Locataire s'engage à apposer sur les Equipements pour toute la durée de la location, une étiquette de propriété.

12.3 Le Locataire est tenu d'aviser immédiatement le Loueur par lettre recommandé avec accusé de réception en cas de tentative de saisie ou de toute autre intervention sur les Equipements et il devra élever toute protestation et prendre toute mesure pour faire reconnaître les droits du Loueur. Si la saisie a eu lieu, le Locataire devra faire diligence, à ses frais, pour en obtenir la mainlevée.

12.4 Le Locataire ne bénéficie en vertu du contrat d'aucun droit d'acquisition des Equipements pendant ou au terme de la

location.

ARTICLE 13 – RESTITUTION DES EQUIPEMENTS

13.1 Le Locataire doit, en fin de période de location, restituer au Loueur au lieu désigné par celui-ci, les Equipements en parfait état d'entretien et de fonctionnement, les frais de transport et de déconnexion incombant au Locataire. Le Locataire doit aussi restituer tout matériel endommagé ou hors d'état de fonctionnement, à ses frais et au lieu désigné par le Loueur. Tout frais éventuel de remise en état, destruction ou recyclage, sera à la charge du Locataire et les Equipements manquants lui seront facturés selon la valeur de marché à la date de la reprise.

13.2 Si après la résiliation le Locataire conserve pendant un certain temps la jouissance des Equipements, le Loueur est autorisé à mettre en recouvrement des redevances de mise à disposition de même montant que les loyers conventionnels, sans que le paiement de ces redevances puissent diminuer l'indemnité de résiliation telle que définie à l'article Les dispositions sont applicables dans leur intégralité auxdites redevances de mise à disposition de l'article 6..

ARTICLE 14 –ATTRIBUTION DE JURIDICTION

Le Loueur et le Locataire contractant en qualité de commerçant attribuent compétence, même en cas de pluralité de défendeurs ou d'appel en garantie, au Tribunal de commerce de LILLE METROPOLE, ou en cas de cession, du ressort du siège social du Cessionnaire. La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites

ARTICLE 15 – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Le Loueur s’engage à respecter l'intégralité des dispositions du Règlement Européen n°2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données à caractère personnel et à prendre toutes les mesures nécessaires afin de garantir la sécurité des données qu'il a pu collecter dans le cadre de la mise à disposition des produits et services. En outre, il s'oblige à éviter leur divulgation à des tiers non autorisés. Les informations et données personnelles relatives au Locataire recueillies par le Loueur sont nécessaires à la gestion du contrat de location. Il est rappelé au Locataire qu'il dispose d'un droit de rectification, d'opposition, d'accès, de limitation et d'un droit à

l'effacement. Une politique de confidentialité est disponible sur notre site www.cleodis.com afin de donner aux Locataires l'ensemble des informations relatives au traitement de ses données à caractère personnel.conformément aux conditions de l'article 42 du Nouveau Code de Procédure Civile. La loi française est applicable à tout litige né du présent contrat ou de ses suites.

ARTICLE 16 – SANCTIONS ET EMBARGOS

Le Locataire déclare qu'à la date de signature des présentes : (i) ni lui-même, ses bénéficiaires effectifs, dirigeants, agents ou employés ; (ii) ni ses sociétés affiliées, leurs dirigeants, agents ou employés ci-après dénommées les « Personnes Soumises », ne font l'objet ou ne sont menacées de Sanctions (y compris notamment, en raison du fait qu'elles sont : (a) détenues ou contrôlées directement ou indirectement par toute personne qui est visée par des Sanctions ou (b) constituées en vertu du droit d'un pays soumis à des Sanctions générales ou étendues à ce pays. Le Locataire s'engage pendant toute la durée du Contrat, notamment en ce qui concerne l'utilisation du bien ou des sommes dues au titre du contrat à ne pas contracter directement ou indirectement avec une personne morale ou physique (ci-après la « Personne sous sanction ») qui fait l'objet ou qui est menacée de Sanctions et se porte fort pour que les Personnes Soumises ne contractent pas avec la Personne sous sanction. Étant entendu que « Sanctions » désigne toutes sanctions économiques ou financières, embargos commerciaux, gel des avoirs ou mesures similaires adoptées, appliquées ou mises en œuvre par l'une quelconque des autorités suivantes (ou par un de leurs organismes) : (A) les Nations-Unies ; ou (B) les États-Unis d'Amérique ; ou (C) l'Union européenne ou tout État membre de l'Union européenne actuel ou futur ; ou (D) le Royaume Uni.

Dans l'hypothèse où : (i) cette déclaration s'avérait fausse ou ; (ii) le Locataire, ou les Personnes Soumises feraient l'objet ou seraient menacés de Sanctions au cours du Contrat ou ; (iii) le Locataire ou les Personnes Soumises contracteraient avec la Personne sous sanction, le Contrat pourra être résilié de plein droit sans mise en demeure préalable aux conditions prévues en cas de résiliation.